

<https://47.snuipp.fr/Pour-les-salaires-et-la-justice-sociale-et-ecologique>



Grève le 29 septembre

Pour les salaires et la justice sociale et écologique

- Actions -

Date de mise en ligne : mardi 30 août 2022

Dernière mise à jour : 23 septembre 2022

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Sommaire

- [Modalités pratiques](#)
- [Argumentaire du SNUipp-FSU](#)
- [Appel départemental](#)
- [Appel de la FSU](#)
- [Appel national intersyndical](#)

Modalités pratiques

- **Déclaration d'intention :**
Elle doit parvenir à la Dsden au plus tard le lundi 26/09 minuit
Plus d'infos : [La grève : comment ça marche ?](#)
Voir aussi : [Grève : boycott de la déclaration d'intention !](#)
- **Rendez-vous départementaux :**
Rassemblements et manifestations
 - à 10h30, Place Armand Fallières (préfecture) à AGEN.
 - à 14h30, Esplanade de Maré à MARMANDE.
- **Lettre aux parents :**
Fichier modifiable en bas de page.

Urgence salaires
300€
tout de suite
pour tout le
monde



Argumentaire du SNUipp-FSU

Appel départemental

Départementalement, en plus de CGT ; FSU ; Solidaires, FO appelle également à la grève.

Appel de la FSU

La situation inédite d'augmentation rapide du coût de la vie appelle des mesures d'une toute autre ampleur que celles prises jusqu'à présent par le gouvernement. La loi dite « pouvoir d'achat » votée cet été se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé.

Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10% au moins pour préserver les conditions de vie de tou-tes les agent-es publics, et un plan pluriannuel de rattrapage des pertes subies. De même pour les retraité-es, les 4% de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation, la dégradation de la situation des retraité-es se poursuit.

Pour la FSU, la situation impose une négociation sur l'ensemble des grilles de rémunération et de carrière intégrant de nécessaires mesures pour permettre en particulier d'atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et une indexation du point d'indice sur les prix. C'est un enjeu de société, car il en va de l'attractivité des métiers de la fonction publique, et donc de l'existence de services publics répondant aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire, et de la possibilité de vivre dignement de sa pension.

Pour le gouvernement, le partage des richesses n'est pas une option. Pour preuve, il refuse de rétablir l'impôt sur la fortune, il ne met pas en œuvre une taxe sur les superprofits que d'autres pays ont su imposer, il aggrave la logique d'une fiscalité qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation...) et du financement de la transformation écologique.

Par ailleurs, il annonce une nouvelle réforme des retraites qui exige de travailler davantage et qui pourrait conduire à amputer encore davantage le montant des pensions.

Il veut également poursuivre la réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleur-euses d'obtenir des indemnités chômage justes. De plus, la volonté de durcir les conditions d'obtention du RSA n'aura pour effet que d'affaiblir les conditions d'emploi de toutes et tous.

Pour la FSU, l'injustice sociale n'est pas admissible, le partage des richesses est essentiel !

Pour toutes ces raisons, la FSU appelle à participer massivement à la journée de grèves et manifestations du 29 septembre dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle à laquelle appellent aussi la CGT et l'Union syndicale Solidaires.

Les Lilas le 29 août 2022

Appel national intersyndical



Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale.

Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5% de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever

l'ensemble des rémunérations de 10% au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de tou·tes.

De même pour les retraité·es, les 4% de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation, la situation des retraité·es continue donc de se dégrader.

La crise énergétique pèse déjà fortement sur la population, particulièrement les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique juste. Le gouvernement se contente d'incitations à des économies d'énergies culpabilisantes, tandis que d'autres pays européens s'engagent dans la taxation des superprofits des entreprises du secteur énergétique et que d'autres mettent en place des passes ferroviaires gratuits !

Le gouvernement poursuit aussi une politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation...) et du financement de la transformation écologique. Par ailleurs, il prévoit une réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleur·euses de la possibilité d'avoir des indemnités du chômage justes, une réforme du RSA qui le conditionnerait à une obligation de travailler de 15 à 20h hebdomadaires, et continue d'envisager une réforme des retraites qui exigerait de travailler davantage et pourrait conduire à amputer encore davantage le montant des pensions.

En ce qui concerne les jeunes et leurs familles, les aides (bourses, ARS) ne sont pas suffisantes pour compenser l'inflation. Une revalorisation significative des bourses scolaires et de l'ARS est nécessaire pour pallier le prix de la rentrée (qui avec l'inflation a grimpé de 5 à 10 %). De plus, trop peu de familles bénéficient de cette aide en raison du plafond de ressources à ne pas dépasser.

C'est pourquoi la CGT, la FSU, l'Union syndicale Solidaires, l'UNEF, la VL, la FIDL et le MNL appellent dès à présent à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

Le 9 septembre 2022